

Réagir, repartir, reconstruire après le cyclone dévastateur de Mayotte

par

■ **Philippe Ramon** ■

Directeur général des services de la ville de Mamoudzou

■ **Sixte de Malliard** ■

Directeur et *senior advisor* d'Algoé, bénévole à la Fondation d'entreprise Algoé

En bref

Mayotte étant habituée à avoir des alertes cycloniques sans jamais être touchée, la population et les autorités ont été prises au dépourvu quand le cyclone Chido s'est abattu sur l'île. Après son passage, plus rien ne fonctionnait : plus d'eau, plus de nourriture, plus d'électricité, aucun moyen de communication, des infrastructures publiques dévastées. Après la phase de sidération, un management de crise s'est mis en place autour du maire et du directeur général des services de la ville de Mamoudzou, avec l'aide d'un consultant en mécénat de compétences. Des cellules dotées d'une grande autonomie de décision ont été créées pour résoudre les innombrables problèmes qui se présentaient, puis elles ont peu à peu passé la main aux services administratifs qui se remettaient en ordre de fonctionnement. Un an après, toutefois, les fonds promis pour la reconstruction ne sont toujours pas arrivés. Les bidonvilles, en revanche, ont été remis sur pied en quelques jours...

Compte rendu rédigé par Élisabeth Bourguinat
Séminaire animé par Michel Berry

L'École de Paris du management organise des débats et en diffuse les comptes rendus, les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

Parrains & partenaires de l'École de Paris du management :

Algoé¹ • Chaire etilab • Chaire Mines urbaines • Chaire Phénix – Grandes entreprises d'avenir • ENGIE • Groupe BPCE • Holding 6-24 • IdVector² • Kéa & Partners¹ • L'Oréal • La Fabrique de l'industrie • Mines Paris – PSL • NaTran • RATP • UIMM • Université Mohammed VI Polytechnique

1. pour le séminaire Vie des affaires / 2. pour le séminaire Management de l'innovation

Philippe Ramon : Après avoir passé dix ans dans l'armée de l'air et autant dans le corps préfectoral, je suis actuellement le directeur général des services (DGS) de la ville de Mamoudzou, chef-lieu du département de Mayotte. Au cours de ma carrière, j'ai dû gérer un certain nombre de crises, mais je n'ai jamais été confronté à un événement d'une aussi grande ampleur que le cyclone Chido qui s'est abattu sur Mayotte le 14 décembre 2024. La tempête de 1999 avait provoqué beaucoup de dégâts dans le Sud-Ouest de la France, mais, à Mayotte, on a assisté à l'effondrement complet du système.

Sixte de Malliard : J'ai séjourné à Mayotte en janvier et février 2025, peu après le passage du cyclone. Je suis consultant depuis trente-cinq ans et j'intervenais dans le cadre de la Fondation d'entreprise Algoé, pour aider diverses structures mahoraises à retrouver leur activité, en particulier les communes de Mamoudzou et de M'Tsangamouji. Observer la façon dont les acteurs locaux se sont organisés et impliqués pour réagir à cet événement m'a passionné.

Mayotte, un territoire d'exception

Mayotte est un petit territoire de 374 kilomètres carrés, composé de deux îles principales (Grande-Terre et Petite-Terre) et d'une trentaine d'îlots, qui se situe à 8 000 kilomètres de Paris et à 1 400 kilomètres de La Réunion. Ce territoire présente la particularité d'être entouré d'une double barrière de corail, qui forme l'un des plus grands et des plus beaux lagons du monde.

Dans les années 1970, les 72 villages de Mayotte ont été regroupés en 17 communes, puis, en 2015, en 5 intercommunalités. Mayotte est devenu un département français en 2011 et une région ultrapériphérique en 2014.

La population de Mayotte est jeune et en forte croissance. Elle est passée de 45 000 habitants en 1978 à 329 000 habitants aujourd'hui, auxquels s'ajoutent entre 50 000 et 150 000 sans-papiers non recensés. La moitié de la population a moins de 18 ans.

L'économie de ce territoire est fragile. Son PIB s'élève à 9 400 euros par habitant, contre 27 300 euros pour La Réunion et 42 600 euros pour la France métropolitaine. Plus de la moitié de la valeur ajoutée est produite par le secteur public, contre 20 % en France métropolitaine. Le taux de chômage est de 29 % et 77 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Le nombre d'infrastructures est réduit : Mayotte compte un port, un aéroport et un hôpital. La convergence sociale, c'est-à-dire l'alignement progressif du système de protection sociale (santé, famille, retraites, emploi) sur celui de l'Hexagone, est prévue pour 2031.

Le parc de logements comprend entre 70 000 et 80 000 logements. On estime qu'il en manque 30 000 pour répondre aux besoins. L'habitat informel, c'est-à-dire les *bangas*, des cases en tôle sans eau ni électricité qui composent les bidonvilles, représente 38 % du parc. 75 % des logements sont insalubres, et seulement 10 % d'entre eux sont assurés.

La ville de Mamoudzou, qui est le chef-lieu du département, comptait 83 000 habitants en 2022 (dont 19 000 écoliers), avec une densité de population deux fois supérieure à celle de l'Île-de-France. En offrant entre 40 % et 50 % des emplois de l'île (dont ceux de 1 350 agents publics de la ville), elle constitue le poumon économique de Mayotte.

Le passage du cyclone

Le cyclone Chido a été classé en catégorie 4 sur l'échelle Saffir-Simpson, mais certains capteurs ont cessé de fonctionner lors de son passage, sans quoi il est probable qu'il aurait été classé en catégorie 5. Le vent soufflait

en moyenne à 226 kilomètres-heure, avec des rafales à 250 kilomètres-heure. La hauteur moyenne des vagues était de 5,30 mètres et pouvait atteindre 9,30 mètres. La barrière de corail a sans doute protégé Mayotte du risque de vagues submersives, sachant que le cyclone l'a atteinte en période de marée basse.

Selon les chiffres officiels, le cyclone a provoqué 41 décès et blessé 4 260 personnes et, d'après les estimations, les dégâts s'élèvent de 800 millions d'euros à 3,6 milliards d'euros. Environ 27 % des logements ont été anéantis et 32 % de logements supplémentaires ont été endommagés. La couverture végétale a été détruite à 90 % dans le nord du territoire et à 47 % dans le sud.

Lors de mon séjour à Mayotte, j'ai recueilli des témoignages d'agents, dont voici quelques extraits : « *Pendant le passage de Chido, c'était la catastrophe. J'ai pensé à la mort. Et, le jour d'après, c'était la découverte des dégâts à l'extérieur* » ; « *Je regardais par la fenêtre et j'ai vu le toit de mes voisins s'arracher et s'envoler. Je ne pouvais rien faire. J'ai eu très peur pour eux* » ; « *J'étais en communication avec une personne en détresse au téléphone. À un moment donné, la communication s'est arrêtée et je ne sais pas ce qui est arrivé* » ; « *L'impossibilité de venir en aide aux personnes qui appelaient au secours durant la phase violette* » ; « *Pas d'eau dans les robinets pendant une semaine.* »

Incrédulité et manque de préparation

Philippe Ramon : Non seulement le cyclone Chido a été exceptionnel par sa violence, mais il a atteint un territoire qui n'y était absolument pas préparé. Depuis des décennies, tous les gros cyclones qui touchaient l'océan Indien passaient à l'écart de Mayotte, car ils étaient détournés par la grande île de Madagascar. En conséquence, personne, parmi les habitants et même parmi les agents de la mairie, n'a cru à la catastrophe annoncée par les messages d'alerte de la préfecture. On a néanmoins réussi à mobiliser les équipes, pendant les trois jours qui ont précédé la crise, pour mettre à jour les données caduques figurant dans le plan communal de sauvegarde (PCS), établir la liste des centres d'accueil, nommer des référents pour chacun d'eux, faire le plein de carburant des véhicules, des engins et des groupes électrogènes, constituer des stocks d'eau et des réserves de nourriture pour quarante-huit heures.

Le vendredi 13 décembre au soir, quand nous avons invité les habitants des bangas à rejoindre les centres d'accueil, pratiquement personne ne s'y est rendu. Nous avons dû aller sur le terrain avec les membres du centre d'action sociale pour tenter de les convaincre de se mettre à l'abri. Quelques personnes l'ont fait, mais lorsqu'une très forte pluie s'est déclenchée à 4 heures du matin le samedi, bon nombre d'entre elles ont cru que c'était l'épisode cyclonique annoncé et sont retournées chez elles...

Quand, à 7 heures du matin, l'alerte violette a été déclenchée, ce qui signifiait que plus personne n'était autorisé à sortir, pas même les pompiers et les policiers, les centres d'accueil étaient pratiquement vides. Lorsque les éléments se sont déchainés vers 10 heures, le centre téléphonique a commencé à recevoir d'innombrables appels de détresse et cela a été particulièrement difficile à vivre pour nos agents, qui avaient vainement insisté pour que les habitants se rendent dans les centres d'accueil.

L'apocalypse, puis la sidération

Les vents apocalyptiques ont duré entre 10 heures et 12 h 30, le samedi 14 décembre. Une fois le cyclone passé, nous avons commencé à aller constater les dégâts, avec beaucoup de difficultés. Le cyclone avait tout détruit sur son passage : les bangas, mais également des maisons avec de vraies toitures. Quelques troncs d'arbre étaient restés debout, mais sans plus aucune branche ni feuille. Ils ne fournissaient donc plus d'ombre ni de nourriture aux hommes et aux animaux. Les lignes électriques et téléphoniques étaient coupées, les stations-services ravagées, les distributeurs de billets ne fonctionnaient plus, les magasins étaient fermés.

Pendant les premières heures, nous espérions l'arrivée de la "cavalerie". Nous pensions qu'il suffirait d'attendre un peu et qu'on allait certainement nous envoyer de l'aide. Mais rien n'est venu. Le contact avec la préfecture, qui se trouve sur Petite-Terre, n'a pu être rétabli qu'au bout de quarante-huit heures. Même le secrétaire général